

(1)

(N° 98.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 22 JANVIER 1908.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions des lois électorales relatives à la confection des listes électorales et aux opérations de l'élection.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

La proposition soumise à la Chambre a pour but de renforcer le contrôle des listes électorales, d'assurer plus de liberté à l'électeur et plus de régularité dans les opérations de l'élection.

Elle ne touche à aucun principe essentiel de la législation; elle modifie et complète certaines dispositions de la loi, en tenant compte des irrégularités et des fraudes les plus fréquentes.

La proposition suit l'ordre du code électoral et porte successivement sur :

Les listes électorales ;

Les opérations électorales ;

Les pénalités.

Des listes électorales.

Art. 54^{bis}, 57^{bis} et 75. — L'électeur rencontre souvent beaucoup de difficultés à se procurer les pièces administratives nécessaires à son inscription sur les listes ou à la justification de ses votes supplémentaires.

Certaines administrations réclament ces documents d'office, par voie administrative; quelques-unes ne le font que pour leurs amis; les dispositions proposées rendent cette intervention obligatoire pour les administrations communales, lorsque le droit de l'électeur leur est signalé avant le commencement de la révision.

Art. 64. — Le double des rôles des contributions — art. 64A — et le relevé des mutations immobilières — art. 64B — servent à contrôler les voix supplémentaires attribuées à raison d'une contribution personnelle ou d'un revenu cadastral; les doubles des rôles ne sont déposés au commissariat d'arrondissement que le 1^{er} juin; le délai de vérification est fort court. Le

relevé des mutations de propriété immobilière, au lieu d'être envoyé, comme les doubles des rôles des contributions, aux collèges des bourgmestre et échevins et aux commissaires d'arrondissement, n'est adressé qu'aux premiers ; il échappe ainsi à l'examen de tiers intéressés.

D'après les dispositions proposées, la date du dépôt des rôles est avancée de quinze jours et fixée au 15 mai — art. 64^b — ; les receveurs de l'enregistrement doivent envoyer un double du relevé des mutations de propriété immobilière au commissariat d'arrondissement, en même temps qu'ils en adressent un double aux collèges des bourgmestre et échevins.

Art. 77, 79, 79^{bis}. — Les modifications proposées à ces articles permettront aux tiers d'intervenir dans les réclamations produites contre les listes provisoires devant les collèges échevinaux ; elles diminueront ainsi le nombre des recours soumis aux Cours d'appel.

Art. 84. — La jurisprudence décide que l'inscription sur les listes électorales d'une quotité déterminée dans un revenu cadastral fait présumer que l'électeur a droit à cette quotité et le dispense de toute preuve (1). Cette jurisprudence rend le contrôle presque impossible et facilite les erreurs et les fraudes ; pour les écarter, le projet prescrit une mesure identique à celle établie pour la justification des fonctions, professions ou positions attributives de votes supplémentaires et constatées par des titres ou certificats autres qu'un arrêté royal ou une décision de l'autorité provinciale ou communale. Le titre qui crée le droit et la quotité revenant à l'électeur dans un revenu cadastral indivis seront indiqués dans un registre spécial ; la présomption n'existera que dans les limites où le droit pourra être contrôlé par les mentions de ce registre.

Art. 90, 91. — L'article 68 du code électoral exige l'indication sur les listes des noms, prénoms, professions et demeures des électeurs. Ces indications sont destinées à établir l'identité des électeurs : si elles sont inexactes, des contestations peuvent être soulevées au moment du vote. Mais la Cour de cassation a décidé que les articles 90 et 91 ne donnent compétence aux Cours d'appel que « pour les demandes contre les inscriptions, radiations » ou omissions de noms d'électeurs ou contre les attributions ou omissions « d'attributions de votes supplémentaires » ; et elle a déclaré non recevable le recours tendant uniquement à la rectification sur la liste de l'indication inexacte du domicile de l'électeur (2).

La modification proposée complète les articles 90 et 91 en accordant, en termes exprès, un recours en rectification des indications inexactes quant aux noms, prénoms, professions et demeures.

(1) Cassation, 15 et 22 mai, 5 juin 1906, 28 mai 1907 ; SCHEYVEN, XI, 95, 103, 131, 309.

(2) Cassation 5 juin 1906, Scheyven XI, 128.

Des collèges électoraux.

Art. 140^{bis}. — L'élection de Courtrai de 1906 a appelé l'attention sur la participation à l'élection de personnes privées du droit de vote en exécution des articles 20 et 21 du Code électoral.

Lors de la revision annuelle, le juge de paix raye sur les listes ceux qui sont privés du droit de vote — art. 71 —; mais la loi ne s'occupe pas des décisions rendues depuis cette époque jusqu'au jour de l'élection; l'article proposé prescrit certaines mesures destinées à assurer, lors de l'élection, l'exécution des décisions rendues depuis la revision des listes provisoires.

Des opérations électorales.

Art. 164. — Le Code électoral limite le rôle des témoins aux opérations des bureaux électoraux; aucun motif ne justifie cette limitation; leur intervention dès les premières opérations leur permettra d'exercer un contrôle, notamment sur la régularité des présentations de candidats et sur la formation des bulletins.

Art. 165. — Le droit des témoins de sceller les enveloppes et les urnes contenant les bulletins et de faire inscrire leurs observations au procès-verbal a été contesté; il est nécessaire, dès lors, de le consacrer par un texte formel.

Art. 174. — La liberté de l'électeur doit être absolue: les deux modifications prévues à l'article 174 — mode de plier les bulletins et de les timbrer — établissent de nouvelles garanties.

Art. 169^{bis}, 186 et 260. — Ces dispositions assurent davantage la régularité des opérations; elles permettent la vérification du nombre des bulletins employés, — art. 169^{bis} — et le contrôle immédiat des résultats de l'élection — art. 186 et 260.

Des pénalités.

Art. 210^{bis}. — Les faux commis dans la confection des listes électorales sont aujourd'hui impunis. La Cour de cassation a décidé que dans l'état actuel de la législation, aucune peine ne frappe l'échevin qui constate des faits faux dans les listes électorales. Les faits sont connus: la Cour d'appel de Gand avait relevé à charge d'un échevin 76 préventions de faux: majoration du revenu cadastral ou de la contribution personnelle pour augmenter le nombre des votes, modification de la date de la naissance ou de l'inscription dans la commune pour assurer à certaines personnes le droit électoral; elle l'avait renvoyé devant la Cour d'assises; l'arrêt de la Cour de Gand a été cassé (1).

Depuis cet arrêt, les mêmes faits se sont reproduits; ils ont été établis dans

plusieurs communes lors de la révision des listes en vue des dernières élections communales; une modification de la législation s'impose pour assurer le fonctionnement honnête et régulier de notre régime électoral.

La disposition proposée ne frappe que ceux qui ont agi frauduleusement; elle n'applique pas les peines établies pour le faux par le code pénal; mais prescrit, au lieu de l'emprisonnement, une pénalité adéquate à l'infraction : la privation du droit de vote et d'éligibilité, dont le juge fixera la durée en tenant compte des époques d'élection, de manière à la rendre efficace.

Des élections communales et provinciales.

Les derniers articles mettent les lois électorales provinciales et communales en rapport avec les modifications introduites dans la loi pour les élections législatives.

L'article 4 doit cependant être spécialement mentionné; il prolonge le rôle des témoins pendant la vérification des élections communales, en prescrivant leur intervention chaque fois qu'il est procédé à un examen des bulletins.

A. MECHELYNCK.



PROPOSITION DE LOI

modifiant certaines dispositions des lois électorales relatives à la confection des listes électorales et aux opérations de l'élection.

ARTICLE PREMIER.

Le Code électoral est modifié comme suit :

Titre III. — Des listes électorales.**CHAPITRE I. — DE LA REVISION ANNUELLE DES LISTES ÉLECTORALES.**

Ajouter : *Art. 54bis.* — Le collège réclamera par la voie administrative aux administrations communales les documents nécessaires pour établir les inscriptions ou les augmentations de votes qui lui seront signalées avant le 1^{er} juillet.

Lorsqu'un électeur est inscrit sur les listes en vigueur avec un vote supplémentaire à raison d'un immeuble situé dans une autre commune, le collège réclamera à l'administration communale de cette commune l'extrait du rôle foncier pour l'année courante.

Ajouter : *Art. 57bis.* — Les administrations communales transmettront aux administrations des communes où s'établit l'intéressé qui change de domicile un extrait de la liste électorale en ce qui le concerne.

Art. 64. — Litt. A. Remplacer la date du 1^{er} juin par celle du 15 mai.

Litt. B. Rédiger comme suit :

Les receveurs de l'enregistrement au plus tard le 15 juillet de chaque année

WETSVOORSTEL

tot wijziging van sommige bepalingen der kieswetten betreffende het opmaken der kiezerslijsten en de kiesverrichtingen.

ARTIKEL 1.

Het Kieswetboek wordt gewijzigd als volgt :

Titel III. — Van de kiezerslijsten.**HOOFDSTUK I. — VAN DE JAARLIJKSCHE HERZIENING DER KIEZERSLIJSTEN.**

Toe te voegen : *Artikel 54bis.* — Langs bestuursweg verzoekt het college de gemeentebesturen om de stukken vereischt tot vaststelling van de inschrijvingen of de vermeerderingen van stemmen, hem vóór den 1^{en} Juli aangeduid.

Is een kiezer op de van kracht zijnde lijsten ingeschreven met eene bijkomende stem ter oorzaak van een in eene andere gemeente gelegen onroerend goed, dan verzoekt het college 't gemeentebestuur van deze gemeente om een extract uit de rol der grondbelasting voor het loopende jaar.

Toe te voegen : *Art 57 bis.* — De gemeentebesturen doen aan de besturen van de gemeenten, waar de belanghebbende die van woonplaats verandert zich vestigt, een hem betreffend extract uit de kiezerslijst geworden.

Art. 64. — Litt. A. Den datum : « 1 Juni » te vervangen door den datum : 15 Mei.

Litt. B. — Te doen luiden als volgt :

Deontvangers der registratie, ten laatste den 15^{en} Juli van ieder jaar, aan de col-

aux collèges des bourgmestre et échevins des communes de leur ressort et aux commissaires d'arrondissement, un relevé des mutations de propriétés enregistrées depuis le 1^{er} juillet de l'année précédente jusqu'au 30 juin de l'année courante.

Art. 64 E. — Ajouter *in fine* : Les dispositions relatives à l'inspection des registres de la population leur sont applicables.

Art. 68. — Ajouter au paragraphe 3 : Dans les communes divisées en sections, si un électeur a changé de section, l'indication de la section dans laquelle il était inscrit.

Art. 75. — Ajouter un paragraphe 2 : Il en est de même lorsque cette preuve résulte de documents se trouvant en possession d'autres administrations communales et que la demande d'inscription ou d'augmentation de votes a été produite avant le 1^{er} juillet, conformément à l'article 54.

Art. 77. — Ajouter au paragraphe 1, après les mots « avocats et mandataires » : *ainsi que ceux qui ont droit de former les recours prévus aux articles 90 et 96, s'ils se présentent.*

Art. 79. — Remplacer dans les alinéas 1 et 3, « trois jours » par « cinq jours ».

Ajouter : *Art. 79 bis.* — Pendant ces cinq jours, le dossier des réclamations et le rapport sont déposés au secrétariat à l'inspection des parties, de leurs avocats ou mandataires *et de ceux qui ont le droit de former les recours des articles 91 et 96.*

Art. 84. — Ajouter au paragraphe 2 : Lorsque l'électeur a droit à des parties de propriétés indivises qui ne sont pas établies par les rôles de la contribution foncière, les quotités qui lui reviennent et les ti-

leges van burgemeester en schepenen der gemeenten van hun gebied en aan de arrondissements-commissarissen : eene opgave van de overgangen van eigendom, geregistreerd sedert 1 Juli van het vorige jaar tot 30 Juni van het loopende jaar.

Art. 64 E. — Aan 't slot toe te voegen : De bepalingen betreffende het nazicht van de bevolkingsregisters zijn op hen van toepassing.

Art. 68. — Aan het 3^{de} lid het volgende toe te voegen : In de gemeenten die in afdeelingen zijn gesplitst, indien de kiezer naar een andere afdeeling overging, de aanwijzing van de afdeeling waarin hij was ingeschreven.

Art. 75. — Een 2^{de} lid toe te voegen : Hetzelfde geldt wanneer dat bewijs voortspuit uit stukken die in het bezit zijn van andere gemeentebesturen en de aanvraag tot inschrijving of tot vermeerdering van stemmen is ingeleverd vóór 1 Juli, overeenkomstig artikel 54.

Art. 77. — Na de woorden : « advocaten en gelastigden », in het 1^e lid, het volgende toe te voegen : *alsmede degenen, die het recht hebben het verhaal te nemen waarvan sprake is in de artikelen 90 en 96, zoo ze zich aanbieden.*

Art. 79. — In de alinéas 1 en 3, de woorden : « drie dagen » te vervangen door de woorden : « vijf dagen ».

Toe te voegen : *Art. 79 bis.* — Gedurende deze vijf dagen worden al de bij de bezwaarschriften behorende stukken alsmede het verslag op 't secretariaat neergelegd ter inzage van partijen, van hare advocaten of gelastigden en van hen die 't recht hebben het verhaal te nemen, bedoeld in de artikelen 91 en 96.

Art. 84. — Toe te voegen aan § 2 : Wanneer de kiezer recht heeft op gedeelten van onverdeelde eigendommen die niet zijn vastgesteld door de rollen der grondbelasting, worden de hem toekomende ge-

tres qui les justifient seront mentionnés dans un registre spécial.

A défaut des mentions prescrites par les deux paragraphes ci-dessus, il appartient...

CHAPITRE II. — DES RECOURS DEVANT LES COURS D'APPEL.

Art. 90. — Rédiger comme suit : Tout individu indûment inscrit, omis ou rayé, ou pour lequel les listes indiquent inexactement soit le nombre ou les conditions d'attribution des votes supplémentaires, soit les noms, prénoms, profession ou demeure, peut exercer un recours devant la Cour d'appel du ressort.

Art. 91. — Ajouter *in fine* : ou contre toutes indications inexactes dans les noms, prénoms, profession ou demeure.

Titre IV. — Des collèges électoraux.

Ajouter : *Art. 140bis.* — Le trentième jour avant l'élection, les administrations communales transmettront au commissaire d'arrondissement un relevé des décisions, jugements ou arrêtés intéressant les citoyens inscrits sur les listes électorales et qui leur ont été communiqués en exécution de l'article 64 E après la clôture des listes.

A partir du trentième jour avant l'élection et jusqu'au jour de l'élection, les parquets des cours et tribunaux et les greffiers des tribunaux de commerce transmettront au commissaire de l'arrondissement où les intéressés sont domiciliés, tous jugements ou arrêtés qui ne sont plus susceptibles d'opposition, d'appel ou de recours en cassation et qui comportent privation du droit de vote et d'élection ou suspension de l'exercice de ce droit.

deelten alsmede de titels, waaruit ze blijken, in een bijzonder register vermeld.

Bij gemis van de vermeldingen voorgeschreven door de twee hierbovenstaande paragrafen, behoort de.

HOOFDSTUK II. — VAN HET VERHAAL BIJ HET HOF VAN BEROEP.

Art. 90. — Te doen luiden als volgt : Iedere persoon, wederrechtelijk ingeschreven, weggelaten of geschrapt, of van wien hetzij 't getal stemmen of de voorwaarden der toekenning van bijkomende stemmen, hetzij de namen, de voornamen, het beroep of de woning onnauwkeurig op de kiezerslijsten zijn vermeld, mag zijn verhaal nemen bij het beroepshof van 't rechtsgebied.

Art. 91. — Aan 't slot toe te voegen : of tegen elke verkeerde aanwijzing van namen, voornamen, beroep of woning.

Titel IV. — Van de Kiescolleges.

Toe te voegen : *Art. 140 bis.* — Den dertigsten dag vóór de verkiezing, doen de gemeentebesturen aan den arrondissements-commissaris geworden eene opgave van de beslissingen, vonnissen of besluiten aanbelangende de burgers ingeschreven op de kiezerslijsten en hun, in uitvoering van artikel 64 E, medegedeeld nadat de lijsten zijn gesloten.

Te rekenen van den dertigsten dag vóór de verkiezing en tot den dag der verkiezing, doen de parketten der hoven en rechtbanken alsmede de griffiers der rechtbanken van koophandel geworden aan den commissaris van het arrondissement waarin de belanghebbenden hun domicilie hebben, al de vonnissen of besluiten die niet meer vatbaar zijn voor verzet, beroep of voorziening in cassatie en waarbij berooving van het recht van stemmen en verkiezen of schorsing van de uitoefening van dit recht wordt uitgesproken.

Le commissaire d'arrondissement fait parvenir à chacun des présidents des sections de vote les décisions concernant les électeurs de sa section.

Art. 141. — Ajouter au paragraphe 2: Il y joint par section un relevé certifié exact de toutes les modifications apportées à la liste primitive et mentionnées dans les extraits.

Art. 145. — Rédiger comme suit : Dans les communes chefs-lieux d'arrondissement ou de canton, les bureaux sont présidés en ordre successif par l'un des juges ou juges suppléants du tribunal de première instance, selon le rang d'ancienneté; *par les juges de paix ou leurs suppléants, selon le rang d'ancienneté; par les présidents, vice-présidents, juges, juges suppléants et greffiers des tribunaux de commerce; par les avocats inscrits au tableau de l'ordre; par les avoués près des cours d'appel et des tribunaux de première instance; et, au besoin, par les personnes désignées par le président du premier bureau parmi les électeurs de l'arrondissement jouissant du triple vote.*

Titre V. — Des opérations électorales.

Art. 164. — Ajouter *in fine*: La déclaration d'acceptation peut désigner un témoin et un témoin suppléant pour les opérations prévues aux articles 167, 168, 169 et 255.

Art. 165. — Ajouter au paragraphe 1: Ils ont le droit de cacheter les enveloppes indiquées aux articles 177, 186 et 194 et de faire insérer leurs observations dans les procès-verbaux.

Ajouter : *Article 169 bis.* — Le président du bureau principal constatera en

De arrondissements-commissaris doe aan den voorzitter van elke stemafdeeling geworden de beslissingen betreffende de kiezers zijner afdeeling.

Art. 141. — Aan het 2^e lid toe te voegen : Daarbij voegt hij, per afdeeling, eene voor echt verklaarde opgave van al de wijzigingen gebracht in de oorspronkelijke lijst en in de uittreksels vermeld.

Art. 145. — Het te doen luiden als volgt : In de gemeenten, die arrondissements- of kantons hoofdplaatsen zijn, worden de bureelen in geregelde volgorde voorgezeten door een der rechters of plaatsvervangende rechters der rechtbank van eersten aanleg, met voorrang naar dienstouderdom; door de vrederechters of hunne plaatsvervangers, met voorrang naar dienstouderdom; door de voorzitters, ondervoorzitters, rechters, plaatsvervangende rechters en griffiers der rechtbanken van koophandel; door de advocaten die op de tabel der orde zijn ingeschreven; door de avoués bij de hoven en de rechtbanken van eersten aanleg; en, desnoods, door de personen die de voorzitter van het eerste bureel aanwijst onder de kiezers van het arrondissement die drie stemmen mogen uitbrengen.

Titel V. — Van de kiesverrichtingen.

Art. 164. — Aan 't slot toe te voegen : De verklaring van aanneming mag een getuige en een plaatsvervangend getuige aanwijzen voor de verrichtingen voorzien bij de artikelen 167, 168, 169 en 255.

Art. 165. — Aan het 1^{ste} lid toe te voegen : Zij hebben het recht de omslagen, waarvan sprake is in de artikelen 177, 186 en 194, te verzegelen en hunne aanmerkingen te doen opnemen in de processen-verbaal.

Toe te voegen : *Art. 169 bis.* — De voorzitter van het hoofdbureel vermeldt,

un procès-verbal qui sera annexé au procès-verbal du bureau, le nombre des bulletins qu'il reçoit du gouverneur, ceux détériorés dans l'impression, ceux non employés et ceux envoyés à chacun des présidents des sections de vote.

Art. 174. — Rédiger le paragraphe 2 : Ces bulletins sont pliés en quatre, à angle droit, de manière que les cases placées en tête des listes soient à l'intérieur et estampillées au verso d'un timbre portant le nom du canton où le vote a lieu et la date de l'élection. Le bureau, sur la demande de l'un de ses membres ou de l'un des témoins, devra déterminer ou modifier la place où le timbre sera apposé ; cette demande pourra être formulée tant au commencement qu'au cours des opérations.

Art. 186. — Ajouter in fine : Le bureau proclamera publiquement le résultat constaté au tableau visé § 2.

Art. 260. — Rédiger comme suit l'alinéa 1 : Le tableau visé à l'article 186 mentionne le nombre des bulletins trouvés dans chacune des urnes, le nombre des bulletins nuls et celui des bulletins blancs, le nombre des votes valables ; il mentionne ensuite pour chacune des listes, classées dans l'ordre de leur numéro, le nombre des votes de listes et le nombre des suffrages nominatifs obtenus par chaque candidat.

Titre VI. — Des pénalités.

Art. 210 bis. — Seront punis d'une amende de 26 à 2,000 francs : tout membre d'un collège échevinal, tout secrétaire communal ou employé d'une administration communale qui aura frauduleusement :

Omis d'inscrire ou indûment maintenu

in een bij het proces-verbaal van het bureel gevoegd proces-verbaal, het getal stembriefjes hem door den gouverneur toegezonden, 't getal stembriefjes die bij het afdrukken werden beschadigd, het getal niet gebruikte briefjes en 't getal briefjes gestuurd aan den voorzitter van elk stembureel.

Art. 174. — Het 2^e lid te doen luiden als volgt : Deze stembriefjes worden rechthoekig in vieren gevouwen, derwijze dat de vakken, die bovenaan op de lijsten zijn geplaatst, zich langs den binnenkant bevinden ; zij worden op den binnenkant gestempeld met een stempel die den naam van 't kanton en den datum der verkiezing draagt. Het bureel moet, op aanvraag van een zijner leden of van een der getuigen, de plaats bepalen of wijzigen waarop het zegel wordt gedrukt ; deze aanvraag kan worden gedaan zoowel bij den aanvang als gedurende den loop der kiesverrichtingen.

Art. 186. — Aan 't slot toe te voegen : De uitslag, in de bij § 2 bedoelde tabel vastgesteld, wordt door het bureel in 't openbaar afgeroepen.

Art. 260. — Het 1^{ste} lid te doen luiden als volgt : De in artikel 186 bedoelde tabel vermeldt het in elke stembus gevonden getal briefjes, 't getal nietige briefjes, 't getal blanco briefjes en 't getal geldige stemmen ; zij vermeldt vervolgens, voor elke lijst, naar rangnummers geschikt, het getal stemmen op de lijsten uitgebracht en het getal stemmen op naam door elken candidaat verkregen.

Titel VI. — Strafbepalingen.

Art. 210bis. — Worden gestraft met eene boete van 26 tot 2,000 frank : elk lid van een schepencollege, elke gemeentesecretaris of beambte van een gemeentebestuur die, bedrieglijk, :

Heeft verzuimd in te schrijven of we-

sur le registre de la population les personnes qui ont fait régulièrement les déclarations prévues par la loi du 2 juin 1856 et par les arrêtés qui en assurent l'exécution, ou inscrit sur ce registre des mentions fausses;

Omis d'inscrire ou inscrit un ou plusieurs noms sur les listes dressées en exécution de l'article 54 *bis* ou porté sur ces listes des mentions différentes de celles du registre de la population;

Omis d'inscrire, ou inscrit ou indûment maintenu sur les listes électorales provisoires ou supplémentaires soit les noms d'électeurs, soit des mentions de nature à modifier leur capacité électorale, contrairement aux indications du registre de la population ou des documents qui leur sont remis en vue de la formation de ces listes.

Le jugement pourra, en outre, interdire l'exercice des droits de vote et d'éligibilité pendant un terme de deux à huit ans.

ART. 2.

Les dispositions ci-dessus sont applicables aux élections provinciales et communales.

ART. 3.

L'article 4, paragraphe 2, de la loi du 12 septembre 1895 est modifié comme suit :

Dans les communes, les bureaux sectionnaires sont présidés *en ordre successif par les personnes énumérées à l'article 143 du Code électoral* et, au besoin, par les personnes désignées par le président du bureau principal parmi les électeurs de la commune.

derrechtelijk heeft behouden op het bevolkingsregister de personen die regelmatig aflegden de verklaringen voorzien bij de wet van 2 Juni 1856 en bij de besluiten die daarvan de uitvoering verzekeren, of in dit register valsche vermeldingen heeft opgeteekend;

Heeft verzuimd in te schrijven of heeft ingeschreven een of meer namen op de lijsten, in uitvoering van artikel 54 *bis* opgemaakt, of op deze lijsten vermeldingen heeft opgeteekend verschillend van die voorkomende in het bevolkingsregister;

Heeft verzuimd in te schrijven, heeft ingeschreven of wederrechtelijk behouden op de voorloopige of bijkomende kiezerslijsten hetzij de namen van kiezers, hetzij vermeldingen van aard om hunne kiesbevoegdheid te wijzigen in strijd met de aanwijzingen voorkomende in het bevolkingsregister of in stukken hun afgegeven tot opmaking der lijsten.

Het vonnis kan bovendien uitspreken het verbod 't stemrecht uit te oefenen en te worden gekozen gedurende een termijn van twee tot acht jaren.

ART. 2.

Bovenstaande bepalingen zijn van toepassing op de verkiezingen voor de provincie en de gemeente.

ART. 3.

Artikel 4, § 2, der wet van 12 September 1895 wordt gewijzigd als volgt :

In de gemeenten worden de bureelen der afdeelingen voorgezeten, *in geregelde volgorde door de personen vermeld in artikel 143 van het Kieswetboek* en, desnoods, door de personen die de voorzitter van het hoofdbureel aanwijst onder de kiezers voor de gemeente.

ART. 4.

La disposition suivante est ajoutée à l'article 73 de la loi du 12 septembre 1895 :

Il ne pourra être procédé à une vérification des bulletins qu'en présence des témoins désignés en vertu de l'article 166 du Code électoral ou ceux-ci dûment appelés ; les enveloppes qui contiennent les bulletins seront recachetées en leur présence et à leur intervention.

Art. 5.

L'article 9 de la loi du 22 avril 1878 est modifié comme suit :

Le président du bureau principal désigne, parmi les électeurs du canton jouissant du triple vote, les présidents des bureaux dont la présidence n'appartient pas à l'une des *personnes* indiquées au dit article 143 ; il désigne...

ART. 4

De navolgende bepaling wordt toegevoegd aan artikel 73 der wet van 12 September 1895 :

Tot het nazicht der kiesbriefjes mag niet worden overgegaan tenzij in tegenwoordigheid van de getuigen aangewezen uit kracht van artikel 166 van het Kieswetboek of zoo dezen behoorlijk zijn opgeroepen; de omslagen bevattende de briefjes worden in hunne tegenwoordigheid en door hunne tusschenkomst opnieuw verzegeld.

ART. 5.

Artikel 9 der wet van 22 April 1878 wordt gewijzigd als volgt :

De voorzitter van het hoofdbureel wijst, onder de kiezers van het kanton, die drie stemmen mogen uitbrengen, de voorzitters aan van de bureelen welker voorzitterschap niet behoort aan een der *personen* in genoemd artikel 143 opgegeven ; hij wijst aan....

A. MECHERYNCK.

J. RENS.

A. BUYL.

D^r J. PERSOONS.

Ernest NOLF.

Alb. THOORIS.

(12)

(1)

(N^r 98.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 22 JANUARI 1908.

WETSVOORSTEL

tot wijziging van sommige bepalingen der kieswetten betreffende
het opmaken der kiezerslijsten en de kiesverrichtingen.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het bij de Kamer ingediend voorstel heeft ten doel strengere bepalingen in te voeren voor het nazien van de kiezerslijsten, meer vrijheid aan den kiezer te schenken en meer regelmatigheid in de kiesverrichtingen te brengen.

Het raakt geen enkel grondbeginsel der wetgeving; het wijzigt en volledigt zekere bepalingen der wet, waar het geldt de meest voorkomende onregelmatigheden en bedrieglijke praktijken te beletten.

Het voorstel volgt de orde van het kieswetboek en betreft achtereenvolgens :

- De kiezerslijsten;
- De kiesverrichtingen;
- De strafbepalingen.

Van de kiezerslijsten.

Art. 54^{bis}, 57^{bis} en 75. — De kiezer stuit dikwijls tegen menig bezwaar, als hij de stukken wil bekomen, die door het bestuur worden vereischt tot zijne inschrijving op de lijsten of tot staving van zijne bijkomende stemmen.

Sommige besturen vragen bedoelde stukken ambtshalve, langs bestuursweg; andere doen het enkel voor hunne vrienden; door de voorgestelde bepalingen zouden de gemeentebesturen verplicht zijn tusschenbeide te komen, indien hun, vóór den aanvang van de herziening, kennis wordt gegeven van het recht van den kiezer.

Art. 64. — Door het dubbel der belastingsrollen — art. 64 A — en de opgave der overgangen van eigendom — art. 64 B — kan men de bijkomende stemmen nazien, toegekend uit hoofde van eene personeele belasting,

of een kadastraal inkomen; het dubbel der rollen wordt eerst den 1^{en} Juni op het arrondissements-commissariaat neergelegd; de tijd voor het onderzoek is heel kort. De opgave der overgangen van eigendom wordt gezonden enkel aan de colleges van burgemeester en schepenen, doch niet aan de arrondissements-commissarissen, zooals dit gebeurt met het dubbel der belastingrollen: zoo ontsnapt die opgave aan het onderzoek van belanghebbende derden.

Volgens de voorgestelde bepalingen, wordt de datum van het neerleggen der rollen veertien dagen vervroegd en bepaald op 15 Mei — art. 64 B —; de ontvangers der registratie moeten een dubbel van de opgave der overgangen van eigendom sturen naar het arrondissements-commissariaat, en tegelijkertijd een dubbel naar de colleges van burgemeester en schepenen.

Art. 77, 79, 79bis. — Dank zij de voorgestelde wijzigingen in deze artikelen, zullen derden kunnen optreden bij het indienen van bezwaren tegen de voorloopige lijsten voor de schepencolleges; op die wijze zal het aantal kiesbetwistingen voor de Hoven van beroep verminderen.

Art. 84. — Door de rechtspraak is gewezen dat de vermelding, op de kiezerslijsten, van een bepaald aandeel in een kadastraal inkomen doet vermoeden dat de kiezer recht heeft op dit aandeel en hem ontslaat van elken bewijslast (1). Door deze rechtspraak wordt het toezicht bijna onmogelijk gemaakt; zij bevordert dwaling en bedrog; om daaraan te ontsnappen, schrijft het ontwerp een gelijken maatregel voor, als die betreffende het te leveren bewijs voor de ambten, bedrijven of betrekkingen, die rechtgeven op bijkomende stemmen en blijken uit titels of getuigschriften andere dan een koninklijk besluit of eene beslissing van de provincie- of gemeente-overheid. De titel, waarop het recht steunt, en het aandeel, dat den kiezer toekomt in een onverdeeld kadastraal inkomen, zullen worden vermeld in een bijzonder register; het vermoeden zal enkel bestaan binnen de grenzen waarin het recht zal kunnen nagegaan worden door de vermeldingen in dit register.

Art. 90, 91. — Krachtens artikel 68 van het Kieswetboek moeten de namen, de voornamen, het beroep en de woonplaats der kiezers worden vermeld op de lijsten. Deze vermeldingen moeten dienen tot het vaststellen van de identiteit der kiezers; zijn zij onnauwkeurig, dan kunnen betwistingen oprijzen op het oogenblik der stemming. Maar het Hof van Cassatie besliste dat de artikelen 90 en 91 bevoegdheid verleen en aan de Hoven van Beroep enkel « voor de eischen tegen het inschrijven, schrappen » of weglaten van namen van kiezers of tegen de toekenning of het nalaten » van toekenning van bijkomende stemmen »; en het heeft niet-ontvankelijk verklaard het verhaal dat enkel strekt tot wijziging, op de lijst, van de onnauwkeurige aanwijzing der woonplaats van den kiezer (2).

(1) Cassatie, 15 en 22 Mei, 5 Juni 1906, 28 Mei 1907; SCHEYVEN, XI, 95, 403, 431, 509.

(2) Cassatie, 5 Juni 1906, SCHEYVEN, XI, 128.

De voorgestelde wijziging vult de artikelen 90 en 91 aan, door uitdrukkelijk een verhaal te verleen tot wijziging van de verkeerde vermeldingen van namen, voornamen, beroep of woonplaats.

Van de kiescolleges.

Art. 140bis. — Door de verkiezing te Kortrijk, in 1906, werd de aandacht gevestigd op het feit dat personen die, krachtens de artikelen 20 en 21 van het Kieswetboek, waren beroofd van het recht van stemmen, aan de verkiezing hadden deelgenomen.

Bij de jaarlijksche herziening, schrapt de vrederechter uit de lijsten dezen die van het stemrecht beroofd zijn — artikel 71 — doch de wet gewaagt niet van de beslissingen uitgebracht sedert dat tijdstip tot den dag der verkiezing; het voorgesteld artikel schrijft zekere maatregelen voor, met het doel de tenuitvoerlegging van de beslissingen, uitgebracht sedert de herziening van de voorloopige lijsten, bij de verkiezing te verzekeren.

Van de kiesverrichtingen.

Art. 164. — Door het Kieswetboek wordt de rol der getuigen beperkt tot de verrichtingen in de kiesbureelen; geene enkele reden wettigt deze beperking; door hun optreden van den aanvang der eerste verrichtingen, zullen zij toezicht kunnen uitoefenen, namelijk over de regelmatigheid der candidatenstelling en over het opmaken van de stembrieven.

Art. 165. — Men heeft aan de getuigen het recht betwist om de omslagen en de bussen met de stembriefjes erin te verzegelen en hunne aanmerkingen te doen vermelden in het proces-verbaal; het is derhalve noodig, dat recht te bevestigen door een uitdrukkelijken tekst.

Art. 174. — De kiezer moet volstrekte vrijheid hebben: door beide wijzigingen, bij art. 174 voorzien — wijze van vouwen en stempelen der stembriefjes — worden nieuwe waarborgen ingevoerd.

Art. 169bis, 186 en 260. — Deze bepalingen verzekeren meer regelmatigheid in de verrichtingen; zoo kan men het aantal gebruikte stembriefjes — art. 169^{bis} — nazien en onmiddellijk den uitslag der verkiezing — art. 186 en 260 — nagaan.

Van de strafbepalingen.

Art. 210bis. — Het bedrog, gepleegd bij het opmaken van de kiezerslijsten, blijft thans ongestraft. Het Hof van Cassatie besliste dat in den huidigen staat der wetgeving de schepen, die valsche vermeldingen in de kiezerslijsten veroorlooft, hoegenaamd niet strafbaar is. Men kent de feiten: het Hof van Beroep te Gent had ten laste van een schepen 76 feiten van bedrog vastgesteld: verhooging van het kadastraal inkomen of van personeele belasting om het aantal stemmen te vermeerderen; wijziging van den datum van geboorte of van inschrijving ter gemeente om aan zekere personen het kiesrecht

te verzekeren; het had hem verwezen naar het Assisenhof; het vonnis van het Gentsche Hof werd verbroken (1).

Sedert dit vonnis kwamen dezelfde feiten nog voor; in verscheidene gemeenten werden zij vastgesteld bij de herziening der lijsten voor de jongste gemeenteverkiezingen; het is volstrekt noodig de wetgeving te wijzigen opdat ons kiesstelsel eerlijk en geregeld worde toegepast.

De voorgestelde bepaling treft enkel diegenen welke bedrieglijk hebben gehandeld; zij past de straffen niet toe, die door het Strafwetboek zijn voorzien voor valsheid in geschriften, doch legt, in plaats van de gevangenisstraf, eene straf op in verhouding tot het misdrijf: het verbod van te kiezen of te worden gekozen, voor een tijd te bepalen door den rechter met inachtneming van den datum waarop de verkiezingen plaats hebben, zóó dat de straf hare uitwerking heeft.

Van de verkiezingen voor de gemeente en voor de provincie.

De laatste artikelen brengen de kieswetten voor de provincie en de gemeente in overeenstemming met de wijzigingen die werden gebracht in de wet betreffende de verkiezingen voor de Wetgevende Kamers.

Artikel 4 moet echter bijzonder vermeld worden; de taak der getuigen wordt uitgestrekt tot het nazicht der gemeenteverkiezingen; daartoe schrijft het voor, dat zij moeten aanwezig zijn telkens als tot het nazicht der kiesbriefjes wordt overgegaan.

A. MECHELYNCK.

(1) Gent, 51 Juli, 1900; Cassatie, 24 September 1900, *Belg. jud.* 1900, 372.

PROPOSITION DE LOI

modifiant certaines dispositions des lois électorales relatives à la confection des listes électorales et aux opérations de l'élection.

ARTICLE PREMIER.

Le Code électoral est modifié comme suit :

Titre III. — Des listes électorales.

CHAPITRE I. — DE LA REVISION ANNUELLE DES LISTES ÉLECTORALES.

Ajouter : *Art. 54bis.* — Le collège réclamera par la voie administrative aux administrations communales les documents nécessaires pour établir les inscriptions ou les augmentations de votes qui lui seront signalées avant le 1^{er} juillet.

Lorsqu'un électeur est inscrit sur les listes en vigueur avec un vote supplémentaire à raison d'un immeuble situé dans une autre commune, le collège réclamera à l'administration communale de cette commune l'extrait du rôle foncier pour l'année courante.

Ajouter : *Art. 57bis.* — Les administrations communales transmettront aux administrations des communes où s'établit l'intéressé qui change de domicile un extrait de la liste électorale en ce qui le concerne.

Art. 64. — Litt. A. Remplacer la date du 1^{er} juin par celle du 15 mai.

Litt. B. Rédiger comme suit :

Les receveurs de l'enregistrement au plus tard le 15 juillet de chaque année

WETSVOORSTEL

tot wijziging van sommige bepalingen der kieswetten betreffende het opmaken der kiezerslijsten en de kiesverrichtingen.

ARTIKEL 1.

Het Kieswetboek wordt gewijzigd als volgt :

Titel III. — Van de kiezerslijsten.

HOOFDSTUK I. — VAN DE JAARLIJKSCHE HERZIENING DER KIEZERSLIJSTEN.

Toe te voegen : *Artikel 54bis.* — Langs bestuursweg verzoekt het college de gemeentebesturen om de stukken vereischt tot vaststelling van de inschrijvingen of de vermeerderingen van stemmen, hem vóór den 1^{en} Juli aangeduid.

Is een kiezer op de van kracht zijnde lijsten ingeschreven met eene bijkomende stem ter oorzaak van een in eene andere gemeente gelegen onroerend goed, dan verzoekt het college 't gemeentebestuur van deze gemeente om een extract uit de rol der grondbelasting voor het loopende jaar.

Toe te voegen : *Art 57 bis.* — De gemeentebesturen doen aan de besturen van de gemeenten, waar de belanghebbende die van woonplaats verandert zich vestigt, een hem betreffend extract uit de kiezerslijst geworden.

Art. 64. — Litt. A. Den datum : « 1 Juni » te vervangen door den datum : 15 Mei.

Litt. B. — Te doen luiden als volgt :

Deontvangers der registratie, ten laatste den 15^{en} Juli van ieder jaar, aan de col-

aux collèges des bourgmestre et échevins des communes de leur ressort et aux commissaires d'arrondissement, un relevé des mutations de propriétés enregistrées depuis le 1^{er} juillet de l'année précédente jusqu'au 30 juin de l'année courante.

Art. 64 E. — Ajouter *in fine* : Les dispositions relatives à l'inspection des registres de la population leur sont applicables.

Art. 68. — Ajouter au paragraphe 3 : Dans les communes divisées en sections, si un électeur a changé de section, l'indication de la section dans laquelle il était inscrit.

Art. 75. — Ajouter un paragraphe 2 : Il en est de même lorsque cette preuve résulte de documents se trouvant en possession d'autres administrations communales et que la demande d'inscription ou d'augmentation de votes a été produite avant le 1^{er} juillet, conformément à l'article 54.

Art. 77. — Ajouter au paragraphe 1, après les mots « avocats et mandataires » : *ainsi que ceux qui ont droit de former les recours prévus aux articles 90 et 96, s'ils se présentent.*

Art. 79. — Remplacer dans les alinéas 1 et 3, « trois jours » par « cinq jours ».

Ajouter : *Art. 79 bis.* — Pendant ces cinq jours, le dossier des réclamations et le rapport sont déposés au secrétariat à l'inspection des parties, de leurs avocats ou mandataires *et de ceux qui ont le droit de former les recours des articles 94 et 96.*

Art. 84. — Ajouter au paragraphe 2 : Lorsque l'électeur a droit à des parties de propriétés indivises qui ne sont pas établies par les rôles de la contribution foncière, les quotités qui lui reviennent et les ti-

leges van burgemeester en schepenen der gemeenten van hun gebied en aan de arrondissements-commissarissen : eene opgave van de overgangen van eigendom, geregistreerd sedert 1 Juli van het vorige jaar tot 30 Juni van het loopende jaar.

Art. 64 E. — Aan 't slot toe te voegen : De bepalingen betreffende het nazicht van de bevolkingsregisters zijn op hen van toepassing.

Art. 68. — Aan het 3^{de} lid het volgende toe te voegen : In de gemeenten die in afdeelingen zijn gesplitst, indien de kiezer naar een andere afdeeling overging, de aanwijzing van de afdeeling waarin hij was ingeschreven.

Art. 75. — Een 2^{de} lid toe te voegen : Hetzelfde geldt wanneer dat bewijs voortspuit uit stukken die in het bezit zijn van andere gemeentebesturen en de aanvraag tot inschrijving of tot vermeerdering van stemmen is ingeleverd vóór 1 Juli, overeenkomstig artikel 54.

Art. 77. — Na de woorden : « advocaten en gelastigden », in het 1^e lid, het volgende toe te voegen : *alsmede degenen, die het recht hebben het verhaal te nemen waarvan sprake is in de artikelen 90 en 96, zoo ze zich aanbieden.*

Art. 79. — In de alinéas 1 en 3, de woorden : « drie dagen » te vervangen door de woorden : « vijf dagen ».

Toe te voegen : *Art. 79 bis.* — Gedurende deze vijf dagen worden al de bij de bezwaarschriften behorende stukken alsmede het verslag op 't secretariaat neergelegd ter inzage van partijen, van hare advocaten of gelastigden en van hen die 't recht hebben het verhaal te nemen, bedoeld in de artikelen 94 en 96.

Art. 84. — Toe te voegen aan § 2 : Wanneer de kiezer recht heeft op gedeelten van onverdeelde eigendommen die niet zijn vastgesteld door de rollen der grondbelasting, worden de hem toekomende ge-

tres qui les justifient seront mentionnés dans un registre spécial.

A défaut des mentions prescrites par les deux paragraphes ci-dessus, il appartient...

CHAPITRE II. — DES RECOURS DEVANT LES COURS D'APPEL.

Art. 90. — Rédiger comme suit : Tout individu indûment inscrit, omis ou rayé, ou pour lequel les listes indiquent inexactement soit le nombre ou les conditions d'attribution des votes supplémentaires, soit les noms, prénoms, profession ou demeure, peut exercer un recours devant la Cour d'appel du ressort.

Art. 91. — Ajouter *in fine* : ou contre toutes indications inexactes dans les noms, prénoms, profession ou demeure.

Titre IV. — Des collèges électoraux.

Ajouter : *Art. 140bis.* — Le trentième jour avant l'élection, les administrations communales transmettront au commissaire d'arrondissement un relevé des décisions, jugements ou arrêtés intéressant les citoyens inscrits sur les listes électorales et qui leur ont été communiqués en exécution de l'article 64 E après la clôture des listes.

A partir du trentième jour avant l'élection et jusqu'au jour de l'élection, les parquets des cours et tribunaux et les greffiers des tribunaux de commerce transmettront au commissaire de l'arrondissement où les intéressés sont domiciliés, tous jugements ou arrêtés qui ne sont plus susceptibles d'opposition, d'appel ou de recours en cassation et qui comportent privation du droit de vote et d'élection ou suspension de l'exercice de ce droit.

deelten alsmede de titels, waaruit ze blijken, in een bijzonder register vermeld.

Bij gemis van de vermeldingen voorgeschreven door de twee hierbovenstaande paragrafen, behoort de.

HOOFDSTUK II. — VAN HET VERHAAL BIJ HET HOF VAN BEROEP.

Art. 90. — Te doen luiden als volgt : Iedere persoon, wederrechtelijk ingeschreven, weggelaten of geschrapt, of van wien hetzij 't getal stemmen of de voorwaarden der toekenning van bijkomende stemmen, hetzij de namen, de voornamen, het beroep of de woning onnauwkeurig op de kiezerslijsten zijn vermeld, mag zijn verhaal nemen bij het beroepshof van 't rechtsgebied.

Art. 91. — Aan 't slot toe te voegen : of tegen elke verkeerde aanwijzing van namen, voornamen, beroep of woning.

Titel IV. — Van de Kiescolleges.

Toe te voegen : *Art. 140 bis.* — Den dertigsten dag vóór de verkiezing, doen de gemeentebesturen aan den arrondissements-commissaris geworden eene opgave van de beslissingen, vonnissen of besluiten aanbelangende de burgers ingeschreven op de kiezerslijsten en hun, in uitvoering van artikel 64 E, medegedeeld nadat de lijsten zijn gesloten.

Te rekenen van den dertigsten dag vóór de verkiezing en tot den dag der verkiezing, doen de parketten der hoven en rechtbanken alsmede de griffiers der rechtbanken van koophandel geworden aan den commissaris van het arrondissement waarin de belanghebbenden hun domicilie hebben, al de vonnissen of besluiten die niet meer vatbaar zijn voor verzet, beroep of voorziening in cassatie en waarbij berooving van het recht van stemmen en verkiezen of schorsing van de uitoefening van dit recht wordt uitgesproken.

Le commissaire d'arrondissement fait parvenir à chacun des présidents des sections de vote les décisions concernant les électeurs de sa section.

Art. 141. — Ajouter au paragraphe 2: Il y joint par section un relevé certifié exact de toutes les modifications apportées à la liste primitive et mentionnées dans les extraits.

Art. 145. — Rédiger comme suit : Dans les communes chefs-lieux d'arrondissement ou de canton, les bureaux sont présidés en ordre successif par l'un des juges ou juges suppléants du tribunal de première instance, selon le rang d'ancienneté; *par les juges de paix ou leurs suppléants, selon le rang d'ancienneté; par les présidents, vice-présidents, juges, juges suppléants et greffiers des tribunaux de commerce; par les avocats inscrits au tableau de l'ordre; par les avoués près des cours d'appel et des tribunaux de première instance; et, au besoin, par les personnes désignées par le président du premier bureau parmi les électeurs de l'arrondissement jouissant du triple vote.*

Titre V. — Des opérations électorales.

Art. 164. — Ajouter *in fine*: La déclaration d'acceptation peut désigner un témoin et un témoin suppléant pour les opérations prévues aux articles 167, 168, 169 et 255.

Art. 165. — Ajouter au paragraphe 1: Ils ont le droit de cacheter les enveloppes indiquées aux articles 177, 186 et 194 et de faire insérer leurs observations dans les procès-verbaux.

• Ajouter: *Article 169 bis. —* Le président du bureau principal constatera en

De arrondissements-commissaris doe aan den voorzitter van elke stemafdeeling geworden de beslissingen betreffende de kiezers zijner afdeeling.

Art. 141. — Aan het 2^e lid toe te voegen: Daarbij voegt hij, per afdeeling, eene voor echt verklaarde opgave van al de wijzigingen gebracht in de oorspronkelijke lijst en in de uittreksels vermeld.

Art. 145. — Het te doen luiden als volgt: In de gemeenten, die arrondissements- of kantons hoofdplaatsen zijn, worden de bureelen in geregelde volgorde voorgezet door een der rechters of plaatsvervangende rechters der rechtbank van eersten aanleg, met voorrang naar dienstouderdom; door de vrederechters of hunne plaatsvervangers, met voorrang naar dienstouderdom; door de voorzitters, ondervoorzitters, rechters, plaatsvervangende rechters en griffiers der rechtbanken van koophandel; door de advocaten die op de tabel der orde zijn ingeschreven; door de avoués bij de hoven en de rechtbanken van eersten aanleg; en, desnoods, door de personen die de voorzitter van het eerste bureel aanwijst onder de kiezers van het arrondissement die drie stemmen mogen uitbrengen.

Titel V. — Van de kiesverrichtingen.

Art. 164. — Aan 't slot toe te voegen: De verklaring van aanneming mag een getuige en een plaatsvervangend getuige aanwijzen voor de verrichtingen voorzien bij de artikelen 167, 168, 169 en 255.

Art. 165. — Aan het 1^{ste} lid toe te voegen: Zij hebben het recht de omslagen, waarvan sprake is in de artikelen 177, 186 en 194, te verzegelen en hunne aanmerkingen te doen opnemen in de processen-verbaal.

Toe te voegen: *Art. 169 bis. —* De voorzitter van het hoofdbureel vermeldt,

un procès-verbal qui sera annexé au procès-verbal du bureau, le nombre des bulletins qu'il reçoit du gouverneur, ceux détériorés dans l'impression, ceux non employés et ceux envoyés à chacun des présidents des sections de vote.

Art. 174. — Rédiger le paragraphe 2 : Ces bulletins sont pliés en quatre, à angle droit, de manière que les cases placées en tête des listes soient à l'intérieur et estampillées au verso d'un timbre portant le nom du canton où le vote a lieu et la date de l'élection. Le bureau, sur la demande de l'un de ses membres ou de l'un des témoins, devra déterminer ou modifier la place où le timbre sera apposé ; cette demande pourra être formulée tant au commencement qu'au cours des opérations.

Art. 186. — Ajouter in fine : Le bureau proclamera publiquement le résultat constaté au tableau visé § 2.

Art. 260. — Rédiger comme suit l'alinéa 1 : Le tableau visé à l'article 186 mentionne le nombre des bulletins trouvés dans chacune des urnes, le nombre des bulletins nuls et celui des bulletins blancs, le nombre des votes valables ; il mentionne ensuite pour chacune des listes, classées dans l'ordre de leur numéro, le nombre des votes de listes et le nombre des suffrages nominatifs obtenus par chaque candidat.

Titre VI. — Des pénalités.

Art. 210 bis. — Seront punis d'une amende de 26 à 2,000 francs : tout membre d'un collège échevinal, tout secrétaire communal ou employé d'une administration communale qui aura frauduleusement :

Omis d'inscrire ou indûment maintenu

in een bij het proces-verbaal van het bureel gevoegd proces-verbaal, het getal stembriefjes hem door den gouverneur toegezonden, 't getal stembriefjes die bij het afdrukken werden beschadigd, het getal niet gebruikte briefjes en 't getal briefjes gestuurd aan den voorzitter van elk stembureel.

Art. 174. — Het 2^{de} lid te doen luiden als volgt : Deze stembriefjes worden rechthoekig in vieren gevouwen, derwijze dat de vakken, die bovenaan op de lijsten zijn geplaatst, zich langs den binnenkant bevinden ; zij worden op den binnenkant gestempeld met een stempel die den naam van 't kanton en den datum der verkiezing draagt. Het bureel moet, op aanvraag van een zijner leden of van een der getuigen, de plaats bepalen of wijzigen waarop het zegel wordt gedrukt ; deze aanvraag kan worden gedaan zoowel bij den aanvang als gedurende den loop der kiesverrichtingen.

Art. 186. — Aan 't slot toe te voegen : De uitslag, in de bij § 2 bedoelde tabel vastgesteld, wordt door het bureel in 't openbaar afgeroepen.

Art. 260. — Het 1^{ste} lid te doen luiden als volgt : De in artikel 186 bedoelde tabel vermeldt het in elke stembus gevonden getal briefjes, 't getal nietige briefjes, 't getal blanco briefjes en 't getal geldige stemmen ; zij vermeldt vervolgens, voor elke lijst, naar rangnummer geschikt, het getal stemmen op de lijsten uitgebracht en het getal stemmen op naam door elken candidaat verkregen.

Titel VI. — Strafbepalingen.

Art. 210bis. — Worden gestraft met eene boete van 26 tot 2,000 frank : elk lid van een schepencollege, elke gemeentesecretaris of beambte van een gemeentebestuur die, bedrieglijk, :

Heeft verzuimd in te schrijven of we-

sur le registre de la population les personnes qui ont fait régulièrement les déclarations prévues par la loi du 2 juin 1856 et par les arrêtés qui en assurent l'exécution, ou inscrit sur ce registre des mentions fausses;

Omis d'inscrire ou inscrit un ou plusieurs noms sur les listes dressées en exécution de l'article 54 *bis* ou porté sur ces listes des mentions différentes de celles du registre de la population;

Omis d'inscrire, ou inscrit ou indûment maintenu sur les listes électorales provisoires ou supplémentaires soit les noms d'électeurs, soit des mentions de nature à modifier leur capacité électorale, contrairement aux indications du registre de la population ou des documents qui leur sont remis en vue de la formation de ces listes.

Le jugement pourra, en outre, interdire l'exercice des droits de vote et d'éligibilité pendant un terme de deux à huit ans.

ART. 2.

Les dispositions ci-dessus sont applicables aux élections provinciales et communales.

ART. 3.

L'article 4, paragraphe 2, de la loi du 12 septembre 1895 est modifié comme suit :

Dans les communes, les bureaux sectionnaires sont présidés *en ordre successif par les personnes énumérées à l'article 145 du Code électoral* et, au besoin, par les personnes désignées par le président du bureau principal parmi les électeurs de la commune.

derrechtelijk heeft behouden op het bevolkingsregister de personen die regelmatig aflegden de verklaringen voorzien bij de wet van 2 Juni 1856 en bij de besluiten die daarvan de uitvoering verzekeren, of in dit register valsche vermeldingen heeft opgeteekend;

Heeft verzuimd in te schrijven of heeft ingeschreven een of meer namen op de lijsten, in uitvoering van artikel 54 *bis* opgemaakt, of op deze lijsten vermeldingen heeft opgeteekend verschillend van die voorkomende in het bevolkingsregister;

Heeft verzuimd in te schrijven, heeft ingeschreven of wederrechtelijk behouden op de voorloopige of bijkomende kiezerslijsten hetzij de namen van kiezers, hetzij vermeldingen van aard om hunne kiesbevoegdheid te wijzigen in strijd met de aanwijzingen voorkomende in het bevolkingsregister of in stukken hun afgegeven tot opmaking der lijsten.

Het vonnis kan bovendien uitspreken het verbod 't stemrecht uit te oefenen en te worden gekozen gedurende een termijn van twee tot acht jaren.

ART. 2.

Bovenstaande bepalingen zijn van toepassing op de verkiezingen voor de provincie en de gemeente.

ART. 5.

Artikel 4, § 2, der wet van 12 September 1895 wordt gewijzigd als volgt :

In de gemeenten worden de bureelen der afdeelingen voorgezeten, *in geregelde volgorde door de personen vermeld in artikel 145 van het Kieswetboek* en, desnoods, door de personen die de voorzitter van het hoofdbureel aanwijst onder de kiezers voor de gemeente.

ART. 4.

La disposition suivante est ajoutée à l'article 73 de la loi du 12 septembre 1895 :

Il ne pourra être procédé à une vérification des bulletins qu'en présence des témoins désignés en vertu de l'article 166 du Code électoral ou ceux-ci dûment appelés ; les enveloppes qui contiennent les bulletins seront recachetées en leur présence et à leur intervention.

Art. 5.

L'article 9 de la loi du 22 avril 1878 est modifié comme suit :

Le président du bureau principal désigne, parmi les électeurs du canton jouissant du triple vote, les présidents des bureaux dont la présidence n'appartient pas à l'une des *personnes* indiquées au dit article 143 ; il désigne...

ART. 4

De navolgende bepaling wordt toegevoegd aan artikel 73 der wet van 12 September 1895:

Tot het nazicht der kiesbriefjes mag niet worden overgegaan tenzij in tegenwoordigheid van de getuigen aangewezen uit kracht van artikel 166 van het Kieswetboek of zoo dezen behoorlijk zijn opgeroepen; de omslagen bevattende de briefjes worden in hunne tegenwoordigheid en door hunne tusschenkomst opnieuw verzegeld.

ART. 5.

Artikel 9 der wet van 22 April 1878 wordt gewijzigd als volgt:

De voorzitter van het hoofdbureel wijst, onder de kiezers van het kanton, die drie stemmen mogen uitbrengen, de voorzitters aan van de bureelen welker voorzitterschap niet behoort aan een der *personen* in genoemd artikel 143 opgegeven ; hij wijst aan....

A. MECHELYNCK.

J. RENS.

A. BUYL.

D^r J. PERSOONS.

Ernest NOLF.

Alb. THOOHS.